

Etes-vous opposé aux choix suivants ? Avez-vous trouvé mieux dans le programme de Macron ?

écrit par Ulysse | 26 avril 2017

Vous êtes opposé aux choix suivants ? Ou vous avez trouvé mieux, plus précis ou plus rassurant dans le « programme » de Macron ?

Allez, piochons dans le programme (tellement fasciste !) de Marine Le Pen :

- Créer un véritable **referendum d'initiative populaire**, sur proposition d'au moins 500 000 électeurs.
- Défendre les **droits des femmes** : lutter contre l'islamisme qui fait reculer leurs libertés fondamentales ; mettre en place un **plan national pour l'égalité salariale femme/homme et lutter contre la précarité professionnelle et sociale**.
- **Retirer la loi Travail** (dite loi El Khomri).
- Garantir la **Sécurité sociale pour tous les Français** ainsi que le remboursement de l'ensemble des risques pris en charge par l'Assurance maladie. Pérenniser son financement en simplifiant l'administration du système, en luttant contre la gabegie financière et en investissant dans les nouveaux outils numériques pour permettre des économies durables.
- **Abaisser les charges sociales des TPE-PME** de façon lisible et significative en fusionnant l'ensemble des dispositifs d'allègement des charges sociales de manière dégressive (le CICE sera transformé en allègement de charges et entrera dans le dispositif). Cet allègement de charges sera conditionné au maintien de l'emploi.
- **Libérer l'accès au crédit pour les petites et très petites entreprises** grâce

à des taux préférentiels sous la supervision de la Banque de France afin de remettre la finance au service de l'économie réelle.

- **Lutter contre les déserts médicaux** en instaurant un stage d'internat dans les zones concernées, en permettant aux médecins retraités d'y exercer avec des déductions de charges et en y développant les maisons de santé.
- Maintenir au maximum les **hôpitaux de proximité** et augmenter les effectifs de la fonction publique hospitalière.
- **Assurer une juste contribution fiscale**, en refusant toute hausse de la TVA et de la CSG et en maintenant l'ISF.
- **Baisser de 10 % l'impôt sur le revenu** sur les trois premières tranches.
- **Priver d'accès aux marchés publics** les multinationales qui pratiquent l'évitement fiscal et refusent de régulariser leur situation.
- **Dénoncer les conventions fiscales avec les pays du Golfe** qui accordent des privilèges indus, qui facilitent la prise de contrôle de l'économie française par les pétrodollars et qui sont contraires à l'intérêt national.
- **Revaloriser le travail manuel** par l'établissement de filières professionnelles d'excellence (suppression progressive du collège unique, autorisation de l'apprentissage à partir de 14 ans). Développer des lycées professionnels ou technologiques de la seconde chance sur tout le territoire pour les élèves sortis du système scolaire sans diplôme.
- **Créer un dispositif « premier emploi »** qui exonère totalement de charges la première embauche d'un jeune de moins de 21 ans par une entreprise et ce pour un délai maximum de deux ans.
- **Supprimer sur notre territoire la directive « détachement des travailleurs »** qui y crée une concurrence déloyale inadmissible. Mettre en place une taxe additionnelle sur l'embauche de salariés étrangers afin d'assurer effectivement la priorité nationale à l'emploi des Français.
- Appliquer le **patriotisme économique aux produits agricoles français** pour soutenir immédiatement nos paysans et nos pêcheurs, notamment au travers de la commande publique (État et collectivités).
- Transformer la **Politique Agricole Commune en Politique Agricole Française**. Garantir le montant des subventions dont les critères seront fixés par la France et non plus par l'Union européenne, avec l'objectif de sauver et soutenir le modèle français des exploitations familiales.
- **Refuser les traités de libre-échange** (TAFTA, CETA, Australie, Nouvelle-Zélande, etc.). Développer les circuits courts de la production à la consommation, en réorganisant les filières.

- **Défendre la qualité** : afin de lutter contre la concurrence déloyale, interdire l'importation des produits agricoles et alimentaires qui ne respectent pas les normes de production françaises en matière de sécurité sanitaire, de bien-être animal et d'environnement. Imposer la traçabilité totale de l'origine géographique et du lieu de transformation sur l'étiquette, afin de garantir la transparence et l'information complète des consommateurs.
- Pour préserver l'environnement, **rompre avec le modèle économique fondé sur la mondialisation sauvage** des échanges et le dumping social, sanitaire et environnemental ; la véritable écologie consiste à produire et consommer au plus près et retraiter sur place.
- Faire de **la protection animale** une priorité nationale. Défendre le bien-être des animaux en **interdisant l'abattage sans étourdissement préalable** et en remplaçant le plus possible les expérimentations animales. **Refuser le modèle des fermes-usines**, du type « ferme des 1 000 vaches ».
- **Garantir l'égal accès aux services publics** (administrations, gendarmerie, eau, santé, transport, hôpitaux de proximité et maisons de santé...) sur tout le territoire et en particulier en milieu rural. La libéralisation du rail voulue par l'Union européenne sera refusée. **La Poste et la SNCF resteront des entreprises publiques.**
- **Réduire les dépenses de logement des ménages** par un grand plan d'aide à la construction et à la réhabilitation des logements, par la **baisse de la taxe d'habitation pour les plus modestes** et le gel de son augmentation.
- **Réserver prioritairement aux Français l'attribution du logement social**, sans effet rétroactif, et le mobiliser vers les publics qui en ont le plus besoin. **Appliquer réellement l'obligation de jouissance paisible sous peine de déchéance du bail.**
- **Soutenir l'effort d'investissement en infrastructures**, en particulier dans la ruralité (très haut débit, couverture téléphonique, routes...) et **renationaliser les sociétés d'autoroutes** pour rendre aux Français un patrimoine qu'ils ont financé et dont ils ont été spoliés ; plus généralement, refuser la vente des actifs stratégiques détenus par la puissance publique.
- **Réarmer massivement les forces de l'ordre** : en personnels (plan de recrutement de 15 000 policiers et gendarmes), en matériels (modernisation des équipements, des commissariats et des casernes, adaptation des armements aux nouvelles menaces), mais aussi moralement et juridiquement (notamment

par la présomption de légitime défense). Garantir le statut militaire des gendarmes.

- Mettre en place **un plan de désarmement des banlieues concernées** et de **reprise en main par l'État des zones de non-droit. Cibler les 5 000 chefs de bandes délinquantes et criminelles** identifiées par le ministère de l'Intérieur. Afin d'empêcher leur reconstitution, instaurer en complément de la peine pénale l'injonction civile d'éloignement.
- Rétablir des services de renseignement de terrain pour **lutter contre les trafics criminels.**
- **Appliquer la tolérance zéro et en finir avec le laxisme judiciaire** par l'abrogation des lois pénales laxistes (comme la loi Taubira), le rétablissement des peines planchers et la suppression des remises de peine automatiques.
- **Lutter contre la délinquance des mineurs en** responsabilisant les parents par la suppression du versement des aides sociales aux parents de mineurs récidivistes en cas de carence éducative manifeste.
- **Interdire et dissoudre les organismes de toute nature liés aux fondamentalistes islamistes.** Expulser tous les étrangers en lien avec le fondamentalisme islamiste (notamment les fichés S).
- **Fermer toutes les mosquées extrémistes** recensées par le ministère de l'Intérieur et interdire le financement étranger des lieux de culte et de leur personnel. **Interdire tout financement public (État, collectivités territoriales...) des lieux de culte et des activités culturelles.**
- **Lutter contre les filières djihadistes :** déchéance de la nationalité française, expulsion et interdiction du territoire pour tout binational lié à une filière djihadiste. Appliquer l'article 411-4 du Code pénal sur l'intelligence avec l'ennemi et placer en détention préventive tout individu de nationalité française en lien avec une organisation étrangère suscitant des actes d'hostilité ou d'agression contre la France et les Français. Établir la liste de ces organisations.
- **Instaurer une peine de prison de perpétuité réelle incompressible** pour les crimes les plus graves.
- Rétablir **l'expulsion automatique des criminels et des délinquants étrangers.** Mettre en place des accords bilatéraux permettant que les étrangers condamnés purgent leur peine dans leur pays d'origine.

Vous avez dégotté ci-dessus quelque chose de fasciste ? de raciste ? de dangereux pour la société ? d'inquiétant pour nos « valeurs », pour la République, pour la démocratie, pour la France ? Félicitations !

Vous pouvez voter sans état d'âme, vous « pensez printemps », vous avez le formatage requis pour un quinquennat bis de dissolution, de désordres, de corruption, de désolation culturelle, de chômage, de danger, d'insécurité... pour cinq ans de douceurs façon Macron :

Macron :

« Je suis pour une société sans statuts. »

« Je ne suis pas là pour défendre les jobs existants. »

« Les salariés français sont trop payés. »

« Vu la situation économique, ne plus payer les heures supplémentaires c'est une nécessité. »

« Le chômage de masse en France c'est parce que les travailleurs sont trop protégés. »

« Il n'y a pas de culture française. »

« La politique, c'est mystique. »

« Les Français doivent s'habituer aux attentats. »

Bref, attentats et licenciements sont inévitables...

Etc.